La création d'un fonds de régulation du régime d'assurance chômage

Dans son rapport public thématique sur « L'évolution de l'assurance chômage : de l'indemnisation à l'aide au retour à l'emploi » de mars 2006, la Cour s'était prononcée en faveur de la mise en place du fonds de régulation destiné à garantir la stabilité des prestations et des contributions dans les périodes de fluctuations conjoncturelles.

La création d'un fonds de régulation a été actée par le conseil d'administration de l'Unédic du 15 février 2007.

L'article 13 du protocole du 20 décembre 2002, repris dans l'article 7 de la convention du 1^{er} janvier 2004, puis dans l'article 6 de la convention du 18 janvier 2006 prévoyait un tel fonds, mais il n'avait jamais été financé compte tenu de la mauvaise conjoncture. Ce fonds, abondé à partir des ressources propres de l'assurance chômage, devrait atteindre progressivement l'équivalent de 3 mois de dépenses de gestion technique.

Une telle décision s'inscrit dans un contexte plus favorable pour le régime d'assurance chômage qui devrait dégager en 2007 un résultat excédentaire, dont une partie serait affectée au fonds de régulation.

La crise financière d'août 2007 et ses incidences sur les marchés financiers n'ont pas permis au régime d'assurance chômage d'abonder le fonds de régulation en considérant cet environnement comme défavorable à l'optimisation des placements à mettre en place.

RÉPONSE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNEDIC

En conclusion de son insertion, la Cour souligne que « le régime d'assurance chômage devrait dégager en 2007 un résultat excédentaire, dont une partie serait affectée au fonds de régulation ».

La crise financière d'août 2007 et ses incidences sur les marchés financiers n'ont pas permis au régime d'assurance chômage d'abonder le fonds de régulation en considérant cet environnement comme défavorable à l'optimisation des placements à mettre en place.